

prix du pétrole de façon à réduire l'incertitude qui règne dans l'industrie et la population canadiennes.

Des voix: Bravo!

M. Lang: Ensuite, les jérémiades et les critiques du parti conservateur contribuent à inquiéter les hommes d'affaires et les Canadiens en général. Nous ne pouvons pas y faire grand-chose.

Pourtant, le gouvernement fédéral a fait preuve de souplesse à l'égard des accords sur le prix du pétrole. C'est maintenant au premier ministre de l'Alberta de reconnaître que nous ne pouvons rester plus longtemps sans accord sur le prix du pétrole. Il doit admettre que nous ne pouvons pas adopter le cours mondial et que le Canada dans son ensemble ne peut pas subir un accroissement de l'inflation et du chômage de même que l'insécurité en matière d'énergie afin de permettre à Peter Lougheed d'alimenter son Fonds du patrimoine de l'Alberta.

Le présent gouvernement s'occupe aussi des inégalités régionales que présente l'économie de notre pays. Nous avons modifié notre stratégie industrielle afin d'arriver à allier l'économie prospère de l'Ouest aux économies fléchissantes de l'Ontario, du Québec et des Maritimes. Nous avons aussi établi le programme du MEER et les subventions à la péréquation afin d'appuyer nos programmes sociaux qui sont tellement importants.

Il faut absolument reconnaître que le Canada s'est donné une politique économique nationale et une politique énergétique nationale qui contribuent à créer un climat propice au développement optimal de notre économie. J'appuie sans réserve l'attitude du gouvernement à cet égard.

Des voix: Bravo!

M. Charles Mayer (Portage-Marquette): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté attentivement le député de Kitchener (M. Lang) qui vient de parler.

● (2030)

Je ne puis m'empêcher de revenir sur certaines de ses observations. On commence toujours par comparer notre économie à celles d'autres pays du globe et par dire qu'elle se porte relativement bien. Or, il importe de signaler que les autres pays n'ont pas la chance d'avoir des ressources naturelles et humaines aussi riches que les nôtres. Nous ne pouvons donc honnêtement nous comparer qu'à notre propre potentiel.

Je rappelle aux députés du Québec qui suivent le hockey que les Canadiens de Montréal ne jouent pas contre les Castors de Sherbrooke. Ils sont dans une tout autre catégorie. De même, dans le domaine économique, il faut faire attention aux comparaisons que l'on fait. Nous devrions tenir compte de notre propre potentiel plutôt que de nous comparer à des pays moins pourvus que nous quant à leurs ressources naturelles et humaines.

Il y a deux ou trois semaines, le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson) a déclaré à la Chambre que, lors d'un voyage d'affaires à Hong Kong, certains chefs d'entreprises lui avaient signalé que, le Canada étant si riche en possibilités et en ressources de toutes sortes, ils ne parvenaient pas à comprendre comment nous arrivions à commettre tant de bévues.

Cet après-midi le ministre des Finances (M. MacEachen) a parlé d'une forte relance imprévue et d'un taux de croissance annuelle de 1.7 p. 100. Je ne vois pas comment on puisse considérer 1.7 p. 100 comme un taux de croissance inescouté.

Politiques économiques

Il a fait remarquer que le nombre des personnes possédant un emploi continue d'augmenter mais il n'a pas signalé par ailleurs que le chômage lui aussi est à la hausse. Pour la première fois au Canada le nombre total des chômeurs a dépassé le cap de un million. Les députés d'en face devraient donc être conséquents et quand ils parlent de hausse du nombre de travailleurs ils devraient aussi parler du pourcentage de la population active qui est sans emploi. Autrement ils ne nous disent que la moitié de la vérité.

Le ministre des Finances a également parlé d'un excédent commercial de 11 milliards de dollars qui risquait d'être annulé par le déficit enregistré au chapitre de nos comptes ne portant pas sur des marchandises.

J'ai sous la main des graphiques préparés par le député de Capilano (M. Huntington). Nous reconnaissons tous les services précieux qu'il a rendus à nos hommes d'affaires. Ces graphiques montrent que la balance commerciale mensuelle des produits alimentaires, qui sont essentiellement des matières premières, est en augmentation. Les exportations de matières premières comme le charbon et de produits qui n'ont pas de valeur ajoutée sont également en hausse. Les exportations de produits semi-finis le sont aussi. En revanche, dans le domaine des produits finis, notre pays a enregistré un déficit qui atteignait 11 milliards en 1977, 12.2 milliards en 1978 et 17.2 milliards en 1979. Quand nous importons des produits manufacturés, nous importons aussi des emplois; mais quand nous exportons des matières premières, nous exportons de même des emplois. En 1980, le déficit en produits manufacturés oscillait aux alentours de 18 milliards de dollars. Quand on parle d'excédents de la balance commerciale, il faut donc se souvenir qu'il s'agit du poste des matières premières. Ce qui crée des emplois et procure de l'argent à nos citoyens, ce sont les produits finis; mais on voit que dans ce domaine, le graphique chute en flèche. Si nous avions pu produire l'équivalent de 18 milliards de dollars de produits finis que nous avons importés l'année dernière, nous aurions créé dans notre pays 350,000 emplois nouveaux.

Voilà le genre d'initiatives que nous aimerions que le gouvernement prenne. Nous nous rendons bien compte qu'il ne peut pas tout faire et qu'on ne peut pas changer les choses du jour au lendemain; mais il est impératif de redresser le déficit énorme que notre balance des paiements enregistre au poste de la fabrication. Nous ne pouvons pas ignorer ni faire semblant de ne pas savoir—comme l'a fait le ministre—à quel domaine on doit l'excédent de 11 milliards de dollars qu'accuse notre balance commerciale. Nous ne saurions aborder ce problème si nous ne commençons par admettre ce fait.

Le ministre des Finances n'est pas ici ce soir. Il devait participer à une réunion du comité des finances pour parler du bill C-59, concernant le pouvoir d'emprunt. Les députés se souviendront que le gouvernement a imposé la clôture pour renvoyer en toute hâte ce bill au comité. A ma connaissance, on n'a pas annoncé que la réunion du comité était annulée et que le comité de direction ne se réunirait pas. On s'est contenté d'envoyer une note aux membres du comité pour leur dire que la réunion de ce soir n'aurait pas lieu, sous prétexte que le ministre serait à la Chambre pour écouter nos doléances sur l'économie canadienne. Le ministre n'est pas seulement silencieux, mais il est aussi méprisant. S'il ne voulait pas venir à la Chambre ce soir, il aurait au moins pu assister à la réunion du